

*Approvisionnement d'énergie—Loi*

● (1240)

Nous devons également tenir compte du fait que lorsque nous citons ce chiffre de 60 ou 70 milliards de barils, nous parlons du pétrole produit dans le bassin de l'Ouest, environ 15 milliards de barils, dont environ la moitié a déjà été extraite, et nous pouvons donc réduire cette estimation de pétrole récupérable en dernier ressort à un chiffre se situant aux environs de 50 milliards de barils, à l'exclusion, je le répète, des sables ou des schistes bitumineux qui pourraient être exploités. Il s'agit de pétrole brut de qualité courante. Il ressortait du discours du premier ministre (M. Trudeau) hier et des entretiens que nous avons eus avec des géologues que le volume de 50 milliards de barils qui reste à récupérer vient de zones où l'exploitation est très difficile.

Ces deux dernières années, l'exploration s'est avérée très décevante, ce qui nous mène à la conclusion que si nous voulons poursuivre le développement de cette industrie—et, selon les prévisions, vers 1980 il nous faudra environ 2 millions de barils de pétrole par jour, soit près de 750 millions de barils par an—et si nous en arrivons là au début ou vers le milieu des années 80, il nous faudra exploiter les sables bitumineux. Selon les chiffres de la Commission géologique du Canada, nous pouvons exploiter de 60 à 70 milliards de barils de pétrole bitumineux en quantités allant de 200 à 600 millions de barils qui seront extraits selon des procédés différents pour chaque gisement. Le problème que pose cette exploitation est que le capital investi est très élevé. On estime que pour extraire les 2 millions de barils de pétrole des sables bitumineux—et vraisemblablement, le gisement de pétrole brut de l'Alberta sera épuisé en 1980 ou en 1985—il nous faudra un investissement d'environ 30 milliards de dollars.

Ce n'est pas simplement une question de capital mais également de temps, avant que les usines ne soient créées. L'industrie prétend qu'il faudra 1 an et demi pour construire chaque usine. Selon une étude menée par un comité gouvernemental composé de 40 à 50 hauts fonctionnaires du gouvernement albertain—c'était non pas un comité de l'extérieur, mais un comité interministériel—qui a mis au point un document très intéressant, il semble qu'il nous faudra jusqu'à quatre ans pour installer une de ces usines. Donc, cela pose un grave problème.

Je dois dire que j'ai été très déçu, hier soir, d'entendre la déclaration complètement erronée que l'honorable Eric Kierans a faite au réseau de Radio-Canada. Les députés de l'autre côté n'étaient peut-être pas tous là pendant le discours du premier ministre et en ont peut-être manqué certaines parties à cause de l'enthousiasme manifesté par les députés de ce côté-ci en entendant le discours du premier ministre, mais j'aimerais répéter encore ce qu'il a déclaré deux fois de suite. M. Kierans a dit que 40 millions de dollars représentaient une somme dérisoire pour couvrir le coût de prospection, des sables bitumineux. C'est certainement une somme dérisoire pour la prospection, mais il n'est pas nécessaire de prospecter les sables bitumineux comme les autres gisements, car nous savons où ils se trouvent. Il faudra peut-être prélever des échantillons, mais on sait à quel endroit. Cette somme ne sera donc pas consacrée à l'exploration. Ces 40 millions de dollars seront consacrés à la recherche et ils y suffiront sans doute plus que largement. Je pense qu'au besoin on y ajoutera des montants supplémentaires. Les recherches doivent porter

[M. McRae.]

sur le traitement sur place des sables, afin que le pétrole puisse être extrait par des méthodes encore inconnues de l'industrie. Voilà pourquoi on a besoin des 40 millions de dollars.

J'aimerais lire un bref extrait du discours du premier ministre pour que tout le monde comprenne bien ce qu'il a déclaré. Il a dit:

Elle collaborera et participera aux travaux de recherche et de développement nécessaires pour élaborer une technologie sur place en vue de la production de grandes quantités de pétrole qu'on ne peut extraire des sables bitumineux avec des méthodes connues. Dans ce domaine, elle investira environ 40 millions de dollars au cours des cinq prochaines années, de concert avec la province de l'Alberta et l'entreprise privée. Si l'Alberta préfère une autre formule pour mettre ce projet à exécution, la création d'un organisme indépendant Canada-Alberta par exemple, le gouvernement est tout disposé à en discuter.

Ce principe me plaît et il plaira aussi, je crois, aux gens de l'Alberta. Le gouvernement serait prêt à en discuter avec eux. Le chef de l'opposition (M. Stanfield) s'étant exclamé au sujet des 40 millions, le premier ministre a dit:

Non. Ces 40 millions seront consacrés à la recherche.

On devrait, d'après moi, signaler à Radio-Canada et à M. Kierans qu'ils ont commis une grave erreur au sujet de la déclaration du premier ministre sur cette politique.

J'ai parlé assez en détail de la pénurie et je me suis inquiété de ce qui surviendrait lorsque, plus tard, l'énergie serait encore plus rare. Cette attitude contraste beaucoup avec celle des autres partis à la Chambre qui ne semblent pas se préoccuper de l'approvisionnement à long terme. Je ne fais pas allusion seulement au débat des deux ou trois derniers jours ou des deux ou trois derniers mois. Depuis que nous siégeons ici, nous entendons le parti conservateur répéter qu'il existe une quantité illimitée de pétrole, qu'il n'y a pas de pénurie, qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter.

Pendant tout l'hiver, c'est ce que nous avons entendu au comité. Je trouve donc qu'on n'a pas accordé assez d'attention à ce problème. Quelle est la solution? Sans doute, il nous faut trouver d'autres sources d'approvisionnement et nous devons compter sur du pétrole importé. Nous devons trouver d'autres moyens d'obtenir l'énergie dont nous avons besoin. Mais le domaine le plus important, d'après moi, est celui de la conservation, et j'aimerais en dire un mot. Nous avons parlé de la conservation à court terme, volontaire et obligatoire, par exemple éteindre les lumières, et d'autres mesures de ce genre. C'est un aspect de la conservation; mais si nous considérons sérieusement cette question, il nous faut prendre d'autres mesures. Peut-être faudra-t-il même nous résoudre à changer sensiblement notre façon de vivre. C'est peut-être ce à quoi nous pouvons nous attendre avant longtemps. Cela implique sûrement que nous devons rationaliser des secteurs comme nos moyens de transport. Il est aberrant que l'avion qui va de Toronto à Montréal consomme six fois plus d'essence par passager-mille que le train. Nos chemins de fer devront donc mettre au point un mode de transport rapide.

● (1250)

Nous devrions également remettre à l'étude le projet d'aéroport de Pickering. Le président du CN, avec qui j'ai eu des entretiens, m'a convaincu que les 400 à 800 millions de dollars que ce projet coûtera suffiraient à installer un réseau de transport ferroviaire rapide entre Toronto et Ottawa, et Ottawa et Montréal.